Sélection d'article sur la politique suisse

processus

**Accès réciproque au marché des services financiers transfrontaliers
avec l'UE**

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Käppeli, Anita
Pasquier, Emilia

Citations préféré

Käppeli, Anita; Pasquier, Emilia 2025. *Sélection d'article sur la politique suisse: Accès réciproque au marché des services financiers transfrontaliers avec l'UE, 2011 - 2012*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 18.05.2025.

Sommaire

Chronique générale	1
Politique étrangère	1
Relations avec l'UE	1

Abréviations

EU   Europäische Union

UE   Union européenne

Chronique générale

Politique étrangère

Relations avec l'UE

MOTION
DATE: 09.06.2011
ANITA KÄPPELI

Gleich zu Beginn stand die Debatte der FDP-Fraktionsmotion an, welche vom Bundesrat **Verhandlungen mit der EU im Bereich der Finanzdienstleister** forderte. Zurzeit könnten die Schweizer Finanzdienstleister nicht von einem weitreichenden, europäischen Marktzugang profitieren. Als einzige gemeinsame Bestimmung bestehe das Versicherungsabkommen von 1989, welches keine Auflagen im Bereich der Lebensversicherungen enthalte. Dabei sei die gegenseitige Dienstleistungsfreiheit nicht geregelt. Nur das Recht auf Niederlassung und die Erbringung von Leistungen im Rahmen von Schadensversicherungen seien darin festgehalten. Der Bundesrat empfahl die Motion zur Ablehnung, da die Verwaltung derzeit Abklärungen für verschiedene, alternative Kooperationsmechanismen treffe. Daher sei die Aufnahme von Verhandlungen verfrüht. Der Nationalrat folgte jedoch der Argumentation der FDP-Fraktion und stimmte mit grosser Mehrheit für die Motion. Die 49 Gegenstimmen stammten allesamt von SVP-Parlamentariern.¹

MOTION
DATE: 06.03.2012
EMILIA PASQUIER

En 2009, le groupe libéral radical déposait une motion demandant au Conseil fédéral d'entrer en négociation avec l'UE pour garantir **l'accès réciproque au marché des services financiers transfrontaliers**. Au courant de l'année 2011, cette motion avait été largement acceptée par le Conseil national malgré une opposition de l'UDC. Au cours de l'année sous revue, le Conseil des Etats n'a pas suivi cette voie. En effet, ce dernier a refusé la motion par 27 voix contre 7. La principale crainte du Conseil des Etats et de sa commission s'est révélée être la reprise automatique du droit européen dans des domaines particulièrement sensibles, tels la concurrence ou la protection des consommateurs. Il semblerait également que les tensions survenues suite aux différents fiscaux avec l'UE aient amené le Conseil des Etats à rejeter la motion en mars de l'année sous revue. Le Conseil des Etats a cependant exprimé son soutien à la politique bilatérale du Conseil fédéral qui permet de conclure des accords plus spécifiques avec chaque état de l'Union.²

---

1) AB NR, 2011, S. 1039.

2) BO CN, 2011, p.1039; BO CE, 2012, p. 96ss.